LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Recherche
et de l'Enseignement supérieur

La Ministre

Réponse de Madame la Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur à la question parlementaire n°4831 du 29 septembre 2026 de Madame la Députée Françoise Kemp

1. À quel stade se trouve actuellement la procédure relative à l'audit externe sur la gouvernance de l'Université du Luxembourg ? Quel calendrier Madame la Ministre prévoit-elle pour son attribution et sa réalisation ?

Vu le caractère infructueux de deux procédures ouvertes successives, mon ministère est en discussion avancée avec un prestataire potentiel qui a été contacté dans le cadre d'une procédure négociée sans publication préalable, et ce conformément à l'article 64 de la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics.

Compte tenu de l'état d'avancement de la procédure négociée, le contrat avec le prestataire devrait pouvoir être signé avant la fin de l'année 2026. Le rapport final devrait être disponible au cours de l'été 2027.

2. Madame la Ministre entend-elle recourir à une procédure négociée sans publication préalable ? Dans l'affirmative, quand celle-ci sera-t-elle lancée et combien d'opérateurs économiques seront sollicités ?

Comme indiqué dans la réponse à la question 1, la procédure négociée sans publication préalable a d'ores et déjà été engagée. Un seul prestataire potentiel a été sollicité.

3. Madame la Ministre a-t-elle identifié les raisons de l'échec des procédures menées jusqu'à présent ? Le cahier des charges, le périmètre de la mission, les délais ou les conditions financières seront-ils adaptés ?

La législation sur les marchés publics ne permet pas de modifier substantiellement le cahier des charges définissant les besoins lors du passage de la procédure ouverte à la procédure négociée. L'objet et le périmètre de l'audit restent dès lors inchangés.

4. Si la procédure négociée devait également échouer, Madame la Ministre envisage-t-elle de confier l'analyse de la gouvernance à une personnalité indépendante disposant d'une expertise reconnue, sur la base d'une lettre de mission précise ? Dans l'affirmative, sous quelle forme et dans quel délai ?

Comme indiqué dans la réponse à la question 1, la procédure négociée en cours devrait permettre d'attribuer le marché. Je ne manquerai pas, le cas échéant, d'examiner toute autre option qui garantisse l'indépendance et la rigueur de l'analyse.

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Recherche
et de l'Enseignement supérieur

La Ministre

5. Comment Madame la Ministre entend-elle éviter que ces retards ne repoussent davantage l'identification et la correction d'éventuels problèmes structurels au sein de l'Université ?

Le retard pris par l'audit ministériel n'interrompt pas le suivi de la situation à l'Université. L'audit commandé par le conseil de gouvernance est en cours depuis l'été 2026 ; ses conclusions sont attendues pour juin 2027, soit dans un calendrier comparable à celui de l'audit ministériel, ce qui permettra une lecture conjointe de ces deux analyses complémentaires. Mon ministère suit en outre l'évolution de la situation à travers des échanges réguliers avec les organes de l'Université.

Luxembourg, le 22 octobre 2026

La Ministre de la Recherche
et de l'Enseignement supérieur

(s.) Stéphanie OBERTIN